

PREFET DU RHONE

Direction départementale  
de la protection des populations

Lyon, le 1 AOUT 2012

Service protection de l'environnement  
Pôle installations classées et environnement

Dossier suivi par Ghislaine BENSEMHOUN  
☎ : 04 72 61 37 81  
✉ : ghislaine.bensemhoun@rhone.gouv.fr

## ARRETE DE MISE EN DEMEURE

*Le Préfet de la Zone de Défense et de  
Sécurité Sud-Est  
Préfet de la Région Rhône-Alpes  
Préfet du Rhône  
Officier de la Légion d'Honneur,*

VU le code de l'environnement, notamment l'article L 514-1 ;

VU l'arrêté préfectoral du 3 mai 2006, modifié en dernier lieu le 23 juillet 2012, régissant le fonctionnement de la station d'épuration et de l'installation d'incinération de boues exploitées par la VILLE DE TARARE, boulevard de la Turdine à TARARE ;

VU l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2010 imposant, dans le cadre de l'action nationale de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses dans l'eau, des prescriptions complémentaires à la VILLE DE TARARE pour l'exploitation de la station d'épuration des eaux boulevard de la Turdine à TARARE ;

VU le rapport du 19 juillet 2012 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

CONSIDERANT que l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2010 précité a imposé à la Ville de TARARE les modalités de surveillance des substances dangereuses présentes dans les effluents de la station d'épuration qu'elle exploite boulevard de la Turdine à TARARE ;

CONSIDERANT que lors du contrôle effectué sur les lieux le 8 juin 2012 l'inspecteur des installations classées a constaté que l'exploitant n'a pas mis en place cette surveillance ;

../..

CONSIDERANT donc que la Ville de TARARE ne respecte pas les dispositions de l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2010 susvisé et, en particulier, celles prévues aux points 3.1 et 3.2 de l'article 3 relatives à la surveillance initiale et au point 4.1 de l'article 4 concernant la surveillance pérenne ;

CONSIDERANT, dans ces conditions, qu'il convient, en application des dispositions de l'article L 514-1 du code de l'environnement, d'inviter l'exploitant à respecter les prescriptions des points 3.1 et 3.2 de l'article 3 et du point 4.1 de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2010 visé ci-dessus ;

SUR la proposition du directeur départemental de la protection des populations ;

### ARRÊTE :

**ARTICLE 1er :** La VILLE DE TARARE, exploitante de la station d'épuration des eaux située boulevard de la Turdine à TARARE, est mise en demeure de respecter les dispositions des points 3.1 et 3.2 de l'article 3 et du point 4.1 de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2010 susvisé.

A cet effet l'exploitante devra :

- mettre en œuvre, *dans un délai d'un mois*, la surveillance initiale telle que prévue au point 3.1 de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2010,
- transmettre mensuellement les résultats de chacune des six campagnes d'analyses constituant la surveillance initiale,
- remettre à l'inspection des installations classées, *dans un délai de neuf mois*, le rapport de surveillance initiale prévu au point 3.2 de l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2010,
- mettre en œuvre, dans un délai de neuf mois, la surveillance pérenne prévue au point 4.1 de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2010.

Les délais fixés ci-dessus courent à compter de la notification du présent arrêté.

**ARTICLE 2 :** Faute par l'exploitante d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

**ARTICLE 3 :** Délai et voie de recours (article L 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

A peine d'irrecevabilité, la requête devant le tribunal administratif devra être accompagnée d'un timbre fiscal de 35 euros.

**ARTICLE 4 :** La secrétaire générale de la préfecture, le sous-préfet de Villefranche-sur-Saône, le directeur départemental de la protection des populations et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Rhône-Alpes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée à la Ville de TARARE, exploitante.

Lyon, le - 1 AOUT 2012

Le Préfet,

Pour le Préfet,  
La Secrétaire Générale Adjointe

  
~~Marie-Thérèse DELAUNAY~~

